

Mexique 2006 : la course se resserre

Gérald Cadet *

En cette année électorale, où plus d'une dizaine d'élections présidentielles auront lieu en Amérique latine, la course se resserre au Mexique. Profitant du manque de vision de ses principaux adversaires et des luttes intestines au sein du Parti de la Révolution Institutionnelle (PRI) et du Parti d'Action Nationale (PAN), Andrés Manuel López Obrador (AMLO), du Parti de la Révolution Démocratique (PRD), s'est positionné comme étant l'homme politique le plus populaire du pays dès la première moitié du mandat de Vicente Fox, élu en juillet 2000. AMLO menait confortablement dans les sondages depuis plus de trois ans. Par contre, depuis les nominations des candidats des deux autres grands partis en novembre 2005, Felipe Calderón Hinojosa du PAN et Roberto Madrazo du PRI, l'écart entre López Obrador et Calderón, qui avoisinait les 10% en janvier 2006, a fondu, au point où Calderón devance maintenant AMLO dans plusieurs sondages. Madrazo, pour sa part, perd du terrain depuis plusieurs mois, se retrouvant loin derrière, en troisième position¹. De même, depuis la création des deux alliances – la coalition de gauche *Por el bien de todos*, qui réunit le PRD ainsi que deux tiers partis, le Parti des Travailleurs (PT) et *Convergencia por la democracia* - ainsi que l'*Alianza por México*, formée du PRI et du *Partido Verde Ecologista Mexicano (PVEM)*, les positions sont bien campées.

L'élection présidentielle actuelle présente une situation inédite dans l'histoire politique mexicaine contemporaine : pour la première fois, nous assistons à une véritable élection tripartite pour la présidence. Jusqu'en 2000, le PRI dominait les élections, les autres partis faisant office d'agneaux sacrificiels et de miroir démocratique (la seule exception étant bien sûr les présidentielles de 1988). En 2000, la situation change, alors que la coalition menée par le PAN remporte les élections devant le PRI. Dans ces deux cas, les élections de 1988 et celles de 2000, deux partis se disputaient la présidence, alors que la troisième force politique se retrouvait loin derrière. Cette année toutefois, les trois principaux partis peuvent aspirer à la présidence.

À moins de deux mois des élections, prévues pour le 2 juillet, quel est l'état de la situation au Mexique ? Cette chronique présente les trois principaux candidats et leur coalition ainsi que l'évolution de l'opinion publique depuis l'automne 2005.

Positionnement des partis et des candidats

Partido Acción Nacional (PAN) et Felipe Calderón Hinojosa

Lors des élections de 2000, Vicente Fox avait réussi à établir une coalition importante, l'Alliance pour le changement, réunissant le PAN et le PVEM. Grâce à cette union, le PAN était parvenu au pouvoir. Cette année toutefois, le principal parti de droite n'a pas voulu, ni

*Candidat au doctorat en Science politique, UQAM, et Études des sociétés latino-américaines, Université Paris 3. Pour contacter l'auteur : cadet1971@hotmail.com.

¹ Voir les tableaux 1, 2 et 3.

réussi, à nouer un partenariat avec une autre force politique. Les dirigeants du *Blanquiazul* ayant décidé de lancer le parti seul dans la course, les possibilités de victoire s'en trouvent réduites. Cette décision du PAN explique en grande partie pourquoi Calderón s'est imposé vis-à-vis le démissionnaire ministre de l'Intérieur, Santiago Creel. Calderón est considéré comme l'homme du parti, y ayant occupé à peu près tous les postes d'importance.

La performance de Felipe Calderón constitue la variable la plus étonnante de la course jusqu'à présent. Alors que les analystes attendaient Santiago Creel, l'ex-ministre de l'Intérieur, en tant que candidat paniste, Calderón Hinojosa l'a coiffé lors des élections internes du PAN. Ce dernier, grâce à ses contacts et des multiples fonctions qu'il a occupé au sein du parti, a profité du mode de scrutin interne du PAN afin de supplanter Creel². En outre, la mauvaise gestion de l'épisode du *desafuero*³ par Creel avait montré l'incapacité de ce dernier à composer avec une situation politique d'extrême importance. Ayant perdu face à Calderón, il dut se replier sur une candidature au Sénat.

La candidature de Calderón a, en quelque sorte, ravivé les espoirs du PAN de remporter la présidentielle, alors qu'avec Creel les sondages donnaient le PAN perdant par une large marge face à Lopez Obrador. Depuis la nomination de Calderón, l'écart s'amenuise. Le principal défi pour le candidat du PAN durant la campagne électorale est de se démarquer suffisamment de Fox, tout en ne reniant pas son héritage. Dure tâche puisque Calderón a été ministre de l'Énergie dans l'administration Fox entre 2004 et

2005 et également député fédéral de 2000 à 2003⁴. Jusqu'à maintenant, le candidat *paniste* n'est pas clairement parvenu à se distancier de Fox, ses propositions allant dans le sens d'une certaine continuité de la politique foxiste.

En terme de positionnement, Calderón se présente comme l'alternative à la corruption du PRI et la réponse aux indécis qui ne seraient pas portés à voter pour AMLO⁵. Ses propositions tournent autour de cinq thèmes majeurs : i) au niveau politique, l'état de droit et la sécurité publique ; ii) au niveau économique, l'amélioration de la compétitivité internationale du Mexique ; iii) au niveau social, l'égalité d'opportunités pour l'ensemble des citoyens ; iv) au niveau environnemental, la promotion du développement durable ; finalement, v) une politique étrangère responsable⁶. De même, Calderón a annoncé son intention de créer un million d'emplois s'il est élu⁷. Si le programme est ambitieux, il n'est pas certain qu'il dispose des moyens de ses ambitions.

Le candidat paniste a bénéficié de deux événements majeurs afin de combler le retard sur AMLO. D'une part, l'entrée en scène du président Fox dans la campagne électorale, alors que celui-ci avait auparavant promis de conserver la neutralité. La combinaison des attaques de Fox et des annonces publicitaires contre AMLO⁸ ont renversé les tendances durant cette avant-dernière phase de la campagne. D'autre part, l'absence d'AMLO et la bonne performance de Calderón lors du premier débat télévisé du 25 avril 2006 ont ajouté une autre dose de crédibilité à la candidature de ce dernier.

² L'élection du candidat présidentiel du PAN a été le résultat d'une élection interne de type *primaire* par laquelle l'ensemble des membres du parti ont eu à choisir entre Calderón, Creel et l'ancien gouverneur de l'état de Jalisco, Alberto Cárdenas. Suite à trois journées de votes par état, le 11 septembre ainsi que les 2 et 23 octobre 2005, Calderón obtint 51,6% des voix, Creel terminant second.

³ Depuis 2004, des menaces de poursuites judiciaires pour abus d'autorité pesaient sur AMLO. On lui reprochait d'avoir illégalement construit des routes sur une terre expropriée en 2000. Le 7 avril 2005, par un vote de 360 en faveur, 127 contre et 2 abstentions, la Chambre des députés votait pour le *desafuero* (inhabilitation) de López Obrador. Cette tentative évidente de l'écarter de l'élection présidentielle s'est rapidement retournée contre le PRI et le PAN. Dès le mois suivant, suite aux pressions populaires, le ministère de la Justice (*Procuraduría General de la República*) a laissé tomber toutes les accusations. En mai 2005. Le Président Fox a même dû apparaître à la télévision pour annoncer que les autorités fédérales mettraient fin à toutes les procédures judiciaires.

⁴ La distinction est importante car, bien que Fox provienne du PAN, le parti n'a jamais complètement appuyé la présidence. Cette ambiguïté s'est d'ailleurs révélée être un frein décisif dans la gestion de Fox. En ligne : <http://www.cidac.org/vnm/pdf/pdf/Cidac%20electoral%202006-1.pdf>, consultation le 13 mars 2006.

⁵ Denise Dressler, *México 2006 : La Disputa por la Nación*. En ligne : http://www.amcham.com.mx/envios-ab/nconvention/pdf/denise_dresslers_speech.pdf, consultation le 13 mars 2006.

⁶ Felipe Calderón, *El reto de México*, programme politique du candidat du PAN. En ligne : <http://www.felipe.org.mx/fc/propuesta/elreto.aspx>, consultation le 13 mars 2006.

⁷ *El Universal*, 3 mai 2006.

⁸ On avance que Calderón dépenserait 4 fois plus que López Obrador en publicités télévisuelles; cependant, les chiffres exacts ne sont pas encore disponibles.

L'Alianza por México (PRI—PVEM) : Roberto Madrazo Pintado

Roberto Madrazo, l'ex-gouverneur de l'état de Tabasco, a profité de sa position en tant que président national du PRI afin de construire sa candidature à la présidence mexicaine⁹. Il a gagné son pari en obtenant, le 15 novembre 2005, la nomination comme candidat du PRI à la présidence mexicaine. Cependant, cette nomination, ainsi que deux autres éléments marquants, le schisme provoqué par le départ d'Elba Esther Gordillo - dirigeante du syndicat enseignant (*Sindicato Nacional de trabajadores de la Educación*, SNTE) - ainsi que l'alliance avec le PVEM, l'*Alianza por México*, continuent d'influencer la pauvre performance du parti.

Le parti s'est déchiré à deux reprises entre les mois d'août et novembre 2005. Dans un premier temps, le principal adversaire de Madrazo comme candidat du PRI à la présidence, Arturo Montiel Rojas, l'ancien gouverneur de l'état de Mexico, a dû se retirer de la course à la nomination suite à des allégations d'enrichissement illégal lors de son mandat de gouverneur. Montiel Rojas avait été la solution trouvée par un groupe de gouverneurs priistes, la faction *Unidad Democrática*¹⁰, afin de barrer la route à Madrazo¹¹. Plusieurs ont accusé l'organisation de Madrazo d'avoir coulé l'information afin de torpiller la candidature de Montiel Rojas.

⁹ Dès son accession à la présidence du parti, la stratégie de Madrazo a soulevé l'ire de plusieurs priistes. Ceux-ci considéraient que Madrazo se servait de son poste afin de placer ses alliés aux postes de commande du parti en vue de la nomination du candidat à la présidence mexicaine. En outre, on soulignait que les statuts du PRI prohibaient que le président du parti puisse devenir candidat à la présidence, ce qui n'a pas empêché Madrazo de poursuivre son "travail de fond."

¹⁰ Il est significatif que la presse mexicaine ait baptisé cette alliance de *Todos unidos contra Madrazo* (tous unis contre Madrazo), signifiant par là la tentative de fronde des gouverneurs contre la mainmise de Madrazo sur l'appareil du parti.

¹¹ Compte-tenu de la stratégie de Madrazo de contrôler la machine du PRI, les différentes factions n'ont pu disposer des espaces nécessaires afin d'impulser leurs candidats. Plusieurs gouverneurs ont ainsi dû faire une croix sur leurs aspirations et se ranger derrière Montiel Rojas. Enrique Jackson, président du Sénat et autre candidat pressenti, s'est rapidement retiré de la course lorsqu'il est devenu apparent qu'il ne bénéficiait pas des appuis nécessaires. Quant aux éléments plus à gauche du parti, dont le syndicat des enseignants, le SNTE, plusieurs ont rompu et rejoint les rangs du *Partido Nueva Alianza* (PNA).

Plus dommageable encore pour le parti a été la rupture entre Gordillo et Madrazo deux mois auparavant. La dirigeante du syndicat enseignant avait noué une alliance avec Madrazo en 2002 afin de prendre le contrôle du PRI¹². Mais très rapidement cette union "pragmatique" s'est effritée, conduisant même à la démission de Gordillo de sa fonction de député et une absence d'un an de toute activité politique. La rupture s'est consommée en août 2005, Gordillo accusant Madrazo de diviser le PRI et de conduire le parti vers une défaite certaine¹³. Cette rupture a provoqué une crise au sein du PRI, une importante fraction des membres quittant le parti. L'un des membres de la garde rapprochée de Gordillo, Roberto Campa Cifrián, est devenu le chef du *Partido Nueva Alianza* (PANAL). Ce parti récolte entre 1% et 2% des intentions de vote, provenant majoritairement d'anciens électeurs du PRI.

La naissance du PANAL frappe doublement le PRI. D'une part, la gauche du parti dispose maintenant d'une nouvelle alternative et, d'autre part, l'émergence de ce nouveau parti consacre la rupture entre le SNTE et le PRI. Le syndicat de l'enseignement, le plus grand syndicat d'Amérique latine, avait toujours appuyé le PRI lors des élections présidentielles. En 2005, en association avec *Conciencia Política* et le *Movimiento Indígena Popular*, le syndicat crée le PANAL. Compte-tenu de la capacité de mobilisation des enseignants, il est tout à fait possible que le parti obtienne des résultats supérieurs à ceux anticipés par les sondages et, par là, qu'il gruge davantage d'espaces auparavant occupés par le PRI.

La crise interne qui a marqué la nomination de Madrazo à la fin 2005 a considérablement affaibli le parti et la candidature de ce dernier¹⁴. L'explosion de l'alliance Madrazo-Gordillo, annoncée depuis 2003, mais concrétisée en 2005, a certainement joué une influence déterminante dans la décision des dirigeants du PRI de nouer un accord avec le PVEM en décembre 2005. Il ne s'agit pas d'une nouveauté pour les deux partis, puisqu'ils s'étaient déjà alliés lors des législatives de 2003. Selon cette entente, le PVEM appuie la candidature de Madrazo à la présidence et les deux partis se divisent les

¹² En échange du secrétariat général du Comité exécutif national du PRI, Gordillo avait soutenu la candidature de Madrazo à la présidence du parti.

¹³ *El Universal*, 29 août 2005

¹⁴ *Milenio*, 13 novembre 2005

candidatures à la Chambre des députés, au Sénat et dans les états et villes selon une formule proportionnelle. En termes de programme politique, le document cadre de l'alliance, "Coalición «*Alianza por México*». Plataforma Electoral"¹⁵, demeure très vague, tant dans ses objectifs que dans les moyens qui seront mis en œuvre pour les atteindre.

Nonobstant les efforts de la coalition, le PRI demeure en troisième position dans les sondages, loin derrière le PAN et le PRD. La situation du PRI est sans nul doute très délicate. Le parti vit une véritable fracture à sa tête, alors que sa base demeure forte et stable. Outre le départ de Campa et la rupture de Gordillo, plusieurs dirigeants de la campagne de Madrazo ont récemment quitté leurs postes, remettant en cause la vision du candidat, de même que sa capacité à mener le parti à la victoire¹⁶. Toutefois, le parti bénéficie de la meilleure organisation politique au pays, ce qui devrait lui permettre de "faire sortir le vote" le 2 juillet.

Por el bien de todos (PRD—PT—Convergencia) : Andrés Manuel López Obrador (AMLO)

La troisième force politique d'importance à considérer lors de cette élection est la coalition de gauche *Por el bien de todos* PRD-PT-*Convergencia*. Pour la première fois de son histoire, nonobstant l'élection de 1988 et la quasi-victoire du Front Démocratique National, le PRD possède un candidat capable de remporter la présidentielle.

Profitant de son poste de maire de Mexico, AMLO s'est rapidement positionné en tant que candidat incontournable de la gauche, et ce, dès 2002. Malgré les vellétés de Cuauhtémoc Cárdenas, leader historique du PRD, dès 2004 AMLO obtenait la nomination officielle du parti. Sa forte popularité, de même que sa médiatisation, ont contribué à le maintenir au sommet des intentions de vote depuis 2002. Afin de contrer l'accroissement de sa popularité, les dirigeants du PAN et du PRI ont voulu utiliser le système judiciaire mexicain contre le candidat

perrediste, une stratégie qui s'est retournée contre les deux partis. Le *desafuero* s'est éternisé pendant de long mois, ce qui a permis à AMLO de marteler qu'il ne s'agissait que d'une tactique, illégitime, destinée à l'exclure de la course à la présidence. Loin de l'affaiblir, le *desafuero* a renforcé le positionnement d'AMLO en tant qu'*outsider* en lutte contre l'alliance PRI-PAN.

Le programme politique de cette coalition est résolument tourné vers les préoccupations sociales et reflète presque entièrement la vision d'AMLO. S'appuyant sur les mesures qu'il avait adoptées à la tête de la ville de Mexico, le programme propose 50 engagements, entre autres, l'établissement d'une pension pour les personnes âgées, la modernisation des secteurs électrique et pétrolier en trois ans, la promotion d'un plan agricole et des pêcheries intégral ainsi qu'un approfondissement des relations avec ses partenaires nord-américains au-delà du simple traité de l'ALENA (en ce qui concerne ce dernier, AMLO voudrait revoir l'accord afin de limiter la libéralisation des marchés du maïs et des haricot «*frijol*» prévue pour 2008)¹⁷. Toutefois, AMLO n'a jamais indiqué comment il comptait financer ces dépenses, signifiant même son désir de réduire les tarifs d'électricité. Son programme propose de réduire de moitié l'appareil gouvernemental et de diminuer le salaire du président mexicain de 50%, économisant 100 milliards de pesos la première année. Si on prend en compte que les dépenses de la ville de Mexico ont explosé sous la gouverne de López Obrador, il semble difficile de croire qu'il parviendra à accomplir ces objectifs.

Malgré son avance dans les sondages, deux défis de taille se dressent sur le chemin de López Obrador, l'un organisationnel, l'autre conjoncturel. Le problème central pour AMLO est la faiblesse de l'organisation du PRD à l'échelle nationale. Bien que le candidat *perrediste* demeure l'homme politique le plus populaire au pays, la faible présence du parti dans le nord du Mexique risque d'être néfaste à la candidature de López Obrador. Le pays demeure caractérisé par un double bipartisme : PAN-PRI dans le nord et le centre-nord et PRI-PRD dans le sud et le centre-sud, alors que le

¹⁵ En ligne : http://www.pri.org.mx/estadotulado/Alianza/documentos/alianzazapormexico_plataforma2006.pdf, consultation le 2 avril 2006.

¹⁶ En ligne : <http://www.cidac.org/vnm/pdf/pdf/Cidac%20electoral%202006-2.pdf>, consultation le 2 mai 2006.

¹⁷ En ligne : http://www.lopezobrador.org.mx/compromisos_estados/index.html, consultation le 2 mai 2006.

PRD domine largement la capitale¹⁸. Ce désavantage conduit le candidat à accorder une plus grande importance à cette région¹⁹.

Par ailleurs, la position de López Obrador en tant que leader des sondages d'opinion depuis 2002 l'oblige à adopter une position plus mesurée depuis l'amorce officielle de la campagne électorale. Cela contraste avec les trois années précédentes, alors qu'il se présentait comme le défenseur des opprimés et un revendicateur face à *l'establishment* politique, dont il est l'un des principaux membres depuis au moins une quinzaine d'années ! La popularité du candidat de gauche avait subi une première chute en 2004, mais elle s'était par la suite rétablie : coup sur coup, deux de ses plus proches collaborateurs ont été impliqués dans des scandales de corruption²⁰. Sa stratégie reflète d'ailleurs cette prise de conscience de sa position de tête : López Obrador a refusé de participer au premier des deux débats télévisés le 25 avril 2006, mais assure qu'il sera présent lors du second débat, le 6 juin.

Une dynamique particulière est également à l'œuvre dans cette campagne électorale triangulaire : le duel López Obrador-Madrado. Les deux s'étaient opposés en 1994 lors des élections pour le poste de gouverneur de l'état de Tabasco. Madrazo l'avait emporté, mais López Obrador avait mis à jour les irrégularités du scrutin et les fraudes commises par le PRI dans l'état²¹. Bien que ce second «round» de l'affrontement implique également un troisième participant, Calderón, il est clair que les

conséquences de la première confrontation demeurent bien présentes. Il ne faut pas oublier que la défaite de López Obrador vis-à-vis Madrazo en 1994-1995 lui a ouvert les portes à la présidence du PRD puis à la mairie de Mexico par la suite ; le tremplin idéal pour construire sa présidence.

L'évolution des sondages d'opinion

Une lecture des plus récents sondages d'opinion montre que la course se resserre entre López Obrador et Calderón, alors que Madrazo perd du terrain. Bien que López Obrador ait dominé les sondages depuis 2002-2003, il a perdu cette avance au cours des dernières semaines. Les trois tableaux suivants illustrent bien ces changements au sein de l'opinion publique.

¹⁸ Sur l'émergence du double bipartisme, voir Georges Couffignal, «La fin de l'exception mexicaine : les élections du 6 juillet 1997», *Problèmes d'Amérique latine*, no. 27, octobre-décembre 1997.

¹⁹ Une étude des tournées de López Obrador sur son site Internet (<http://www.lopezobrador.org.mx>) montre un nombre plus important de visites au nord et centre-nord qu'au sud et centre-sud (9 contre 6).

²⁰ Dans un premier temps, le 1^{er} mars 2004, le responsable des finances de la ville de Mexico, Gustavo Ponce Meléndez est filmé à Las Vegas dépensant des sommes nettement supérieures à ses revenus déclarés; deux jours plus tard, une vidéo montrant l'un des principaux organisateurs politiques de López Obrador, René Bejarano, acceptant un important pot-de-vin d'un industriel apparaît dans les médias d'information.

²¹ Cet épisode avait en outre révélé le fossé grandissant entre Zedillo et les dirigeants de son parti. L'un des points centraux de l'agenda politique de Zedillo était la lutte à la corruption. López Obrador a maintenu ses accusations tout au long de 1995 et a forcé le président à amorcer une procédure de destitution contre Madrazo. Ce dernier, toutefois, a résisté à cette tentative et, grâce à ses appuis au sein du parti, est demeuré en poste.

Tableau 1

Évolution des intentions de vote des électeurs mexicains, novembre 2005 à avril 2006 selon Mitofsky (en %)

	Nov.	Janvier	Février	Mars	Avril
López Obrador	35	40	33	40	32
F. Calderón	22	22	23	21	34
R. Madrazo	22	22	25	20	15

Source: Consulta Mitofsky, *Así Van*, Sondage d'opinion sur les intentions de vote des électeurs, http://www.consulta.com.mx/interiores/99_pdfs/11_elecciones_pdf/NA20060430_AsiVan.pdf

Tableau 2

Évolution des intentions de vote des électeurs mexicains, novembre 2005 à avril 2006 selon *El Universal* (en %)

	Nov.	Janvier	Février	Mars	Avril
López Obrador	40	40	39	42	38
F. Calderón	31	33	34	32	34
R. Madrazo	21	26	25	24	25

Source: *El Universal*, http://www.eluniversal.com.mx/ol_rumbo2006.html

Tableau 3

Évolution des intentions de vote des électeurs mexicains, novembre 2005 à avril 2006 selon *Milenio* (en %)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
López Obrador	36	37	38	34	33
F. Calderón	31	31	29	31	36
R. Madrazo	30	31	30	31	28

Source: Encuesta María de las Heras-MILENIO, <http://www.milenio.com/mexico/milenio/nota.asp?id=78088>

Malgré des écarts importants entre les trois sondages, on remarque que l'avance de López Obrador a disparu. Cet événement s'est essentiellement produit entre mars et avril 2006. Si la baisse est brutale dans les sondages de Mitofsky, elle est plus lente pour *El Universal* et *Milenio*. Dans les trois cas, on remarque également une baisse graduelle de la popularité de Madrazo. Le grand gagnant de ce revirement de l'opinion est clairement Calderón. Jusqu'en février, il tirait de l'arrière face à López Obrador et obtenait des résultats similaires à Madrazo. En avril et en mai, sa popularité a fait un bon important ; combiné à la baisse de López Obrador, il dépasse celui-ci pour la première fois. Il semble que les indécis (ou indépendants), qui composent environ 40% de l'électorat²², commencent à se distribuer en faveur de Calderón. Autre possible élément d'explication : l'augmentation des attaques des candidats du PRI et du PAN contre López Obrador. Tout se passe comme si l'objectif était d'ériger une barrière au candidat *perrediste*, une sorte de *no pasará*.

Si la situation de López Obrador est inconfortable, Madrazo se trouve dans une position franchement périlleuse. Il doit composer à la fois avec des défections constantes et nombreuses, sapant le moral des troupes, mais aussi faire face à une campagne qui ne parvient pas à atteindre une vitesse de croisière. Compte-tenu de la tendance qui se dessine, les probabilités que le candidat l'emporte le 2 juillet s'amenuisent rapidement. Néanmoins, en s'appuyant sur l'organisation du parti, Madrazo pourrait causer une surprise. À cet effet, le niveau de participation des Mexicains à l'étranger et de la population en général s'avère une donnée importante

Le vote de l'étranger, une variable déterminante ?

Les présidentielles de juillet marquent également une autre première dans la politique mexicaine : les Mexicains résidant à l'étranger, dont plus de 90% vivent aux États-Unis, pourront voter lors du scrutin électoral. Depuis le début des années 1990, la question du vote des Mexicains à l'étranger est revenue périodiquement à l'avant-scène politique mexicaine. De nombreuses

initiatives législatives et exécutives ont pavé la voie, en 2005, à ce que le Congrès vote la loi permettant le vote des Mexicains résidant à l'étranger²³.

Leur influence aurait pu être déterminante puisqu'il est évalué que plus de 3 millions d'électeurs potentiels habitent hors du territoire national. Les Mexicains à l'étranger ont très majoritairement indiqué qu'ils étaient très intéressés à obtenir le droit de vote sur leur territoire d'origine. Cependant, des règles d'inscription très strictes, un manque d'informations sur les procédures d'enregistrement, ainsi qu'un manque d'intérêt des Mexicains résidant aux États-Unis ont grandement limité la portée de cette nouvelle mesure. Un grand sondage du *Pew Hispanic Center* a montré le paradoxe dans lequel se trouve cette catégorie de population. Alors que 87% des répondants au sondage ont indiqué qu'ils voteraient si l'opportunité leur était offerte, moins de 0,005% des électeurs éligibles se sont inscrits sur la liste électorale²⁴.

En fait, le thème du vote des Mexicains à l'étranger doit être replacé dans le contexte plus large du niveau de participation. Traditionnellement, le taux de participation est plus élevé lors des élections présidentielles que lors des législatives. Toutefois, dans les deux cas, les niveaux de participation sont en baisse depuis le début des années 1990 : aux présidentielles de 1994, 77,16% des Mexicains ont exprimé leur droit de vote, alors que le taux passait à 63,97% en 2000 (www.ife.gob.mx). Compte tenu du faible niveau d'inscriptions à la liste électorale, il ne faut pas s'attendre à ce que l'impact du vote à l'étranger soit décisif.

La question du taux de participation est également importante à un autre niveau. Un faible taux de participation favoriserait le PRI, car le parti possède la meilleure organisation politique et la plus grande capacité de mobilisation. Par contre, un important pourcentage de participation favoriserait le PRD

²² Consulta Mitofsky, *Así Van*, Sondage d'opinion sur les intentions de vote des électeurs. En ligne : http://www.consulta.com.mx/interiores/99_pdfs/11_eleccion_s_pdf/NA20060430_AsiVan.pdf, consultation le 2 mai 2006.

²³ Sur les aspects politiques, techniques et organisationnelles du vote des Mexicains à l'étranger, on consultera Daniel Carrasco, *El voto del Mexicano en el extranjero*, mimeo.

²⁴ En ligne : <http://pewhispanic.org/files/reports/60.pdf> et <http://pewhispanic.org/files/reports/42.pdf>, consultation le 12 janvier 2006

dans la mesure où son candidat jouit d'une très grande popularité personnelle²⁵.

Conclusion

Pour les candidats, il est important de se positionner le plus rapidement possible auprès de l'électorat, car l'effet *Mundial* jouera à fond à partir de juin. Avec le début du championnat mondial de football-soccer, alors que les possibilités de succès du Mexique apparaissent sérieuses, le rythme de la campagne ralentira fortement, l'attention d'une partie importante de la population étant tournée vers cet événement.

D'autre part, la présidentielle n'est pas l'unique élection qui aura lieu le 2 juillet. Des élections législatives se tiendront également au même moment : la totalité de la Chambre des députés (500 députés) sera renouvelée, ainsi que le Sénat. C'est donc l'ensemble du Congrès de l'Union qui sera remanié. Et ceci sans oublier l'élection de six gouverneurs et de nombreuses élections municipales. À ces deux niveaux, le bipartisme demeurera la tendance dominante, avec les luttes PRI-PRD et PRI-PAN. Quoi qu'il advienne, le PRI demeurera la principale force politique du pays, du fait de son organisation, de sa plus grande couverture du territoire mexicain et de son histoire.

Quel que soit le résultat des présidentielles, le nouveau locataire de *Los Pinos* devra affronter un Congrès divisé et où son parti risque d'être en minorité. La probabilité d'une paralysie similaire à celui ayant caractérisé le sexennat de Fox n'est pas à négliger. Étant donné cette forte probabilité, il n'est pas certain que certaines réformes nécessaires à la croissance économique du Mexique - dont la réforme fiscale, la réforme énergétique²⁶ et la réforme des institutions - soient amorcées ou poursuivies. Si tel était le cas, les perspectives de croissance économique, quasi nulle durant la présidence de Fox, ne s'amélioreraient pas. Compte-tenu qu'il n'existe aucun avantage pour les partis d'opposition à collaborer avec le futur président, les changements structurels requis au Mexique ne sont pas pour demain....

²⁵ CIDAC Electoral 2006, no. 1, 3 mars 2006. En ligne: <http://www.cidac.org/vnm/pdf/pdf/Cidac%20electoral%2006-1.pdf>, consultation le 4 avril 2006.

²⁶ Le Mexique importe toujours environ 25% de gaz naturel, alors qu'il dispose des réserves nécessaires à l'autosuffisance.